

NATIONS UNIES CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/CN.14/564
E/CN.14/POP/63
21 juin 1972

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

51421
13

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

RAPPORT DE LA DEUXIEME REUNION DES ORGANISATIONS NON RATTACHEES A L'ONU QUI S'INTERESSENT AUX ACTIVITES EN MATIERE DE POPULATION MENEES EN AFRIQUE

(Addis-Abéba, 24-26 avril 1972)

TABLE DES MATIERES

				<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u>
I.	ORGANISATION DE LA REUNION	-	-	- 1 - 10	1
II.	QUESTIONS DECOULANT DE LA PREMIERE REUNION DES ORGANISATIONS NON RATTACHEES A L'ONU QUI S'INTERESSENT AUX ACTIVITES EN MATIERE DE POPULATION MENEES EN AFRIQUE	-	-	11 - 12	4
III.	QUESTIONS DECOULANT DE LA CONFERENCE AFRICAINE SUR LA POPULATION ET DE LA PREMIERE SESSION DE LA CONFERENCE DES DEMOGRAPHES AFRICAINS			13 - 20	5
IV.	ACTIVITES DES ORGANISATIONS	-	-	- 21 - 96	8
V.	COLLABORATION ET COORDINATION	-	-	- 97 - 140	24
VI.	QUESTIONS DIVERSES	-	-	- 141 - 143	34
VII.	RECOMMANDATIONS	-	-	- 144	35
VIII.	SEANCE DE CLOTURE	-	-	- 145	37

RAPPORT DE LA DEUXIEME REUNION DES ORGANISATIONS NON RATTACHEES A L'ONU QUI
S'INTERESSENT AUX ACTIVITES EN MATIERE DE POPULATION MENEES EN AFRIQUE

Addis-Abéba, 24-26 avril 1972

I. ORGANISATION DE LA REUNION

1. La deuxième réunion d'organisations non rattachées à l'ONU qui s'intéressent aux activités en matière de population menées en Afrique a été organisée par la Commission économique pour l'Afrique à son siège d'Addis-Abéba du 24 au 26 avril 1972, en collaboration avec la Division de la population de l'Organisation des Nations Unies et le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population. Le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, M. Robert K.A. Gardiner étant absent, son discours d'ouverture a été lu par M. R.K. Som, Chef du Centre des programmes de population de la Commission économique pour l'Afrique.

Discours d'ouverture

2. Le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, souhaitant la bienvenue aux participants, a déclaré que les réunions de ce genre se tenaient uniquement dans la région et que les participants pouvaient à juste titre être fiers d'ouvrir la voie à une collaboration aussi étroite que possible entre les différents organismes oeuvrant dans la région pour le plus grand bien des gouvernements africains et de leurs populations. Cette réunion suivait la deuxième Réunion régionale de coordination interinstitutions en matière de population, et les participants tiendraient certainement compte des délibérations de cette réunion. Ils auraient à examiner les questions relatives à la collaboration et à la coordination concernant les recherches et les études, les activités en matière de services d'information et d'échanges de renseignements, la coopération technique, la formation et les réunions. Le Secrétaire exécutif a attiré aussi l'attention des participants sur les questions découlant de la Conférence africaine sur la population et de la première session de la Conférence des démographes africains tenues l'année précédente, qui indiquaient de la part de la CEA un souci de faire connaître la situation démographique de la région et de s'assurer les directives des représentants des gouvernements africains pour ses programmes de population. A ce propos, il a exprimé ses remerciements aux diverses organisations pour la part qu'elles avaient prise au succès de ces réunions, et notamment de la Conférence africaine sur la population.

3. Le Secrétaire exécutif a attiré l'attention des participants sur deux autres projets, à savoir le Programme africain de recensements et l'Enquête mondiale sur la fécondité. Le Programme africain de recensements était un programme d'aide des Nations Unies aux pays africains en vue de la collecte, de l'analyse et de l'interprétation permanentes des données démographiques non seulement en ce qui concernait la taille et la structure de la population, mais aussi son évolution (fécondité, mortalité et migration). Notant les rapports entre le Programme africain de recensements et l'Enquête mondiale sur la fécondité, il s'est réjoui tout particulièrement de la présence de représentants de l'Institut international de statistique et de l'USAID.

4. Le Secrétaire exécutif a parlé aussi de la création des instituts régionaux d'étude de la population d'Accra et de Yaoundé, utilisant respectivement l'anglais et le français comme langue d'enseignement et de recherche, et il a souhaité que les activités de ces instituts fassent l'objet d'accords de collaboration.
5. Le Secrétaire exécutif a souligné également l'importance de la coordination et de la collaboration à l'échelon national entre les organismes des Nations Unies et les organisations non rattachées à l'ONU.
6. Notant enfin que les organisations non rattachées à l'ONU avaient joué et jouaient encore un rôle très important et qu'elles agissaient souvent comme promoteurs des programmes de population, il a déclaré qu'il subsistait une certaine inquiétude à propos de la répartition de l'aide. Eu égard à la nécessité de fournir une aide au plus grand nombre de pays possible et dans le plus grand nombre de secteurs possible, il s'est réjoui de la participation à la réunion des institutions des Nations Unies et des membres africains de la Commission de la population. Il a exprimé l'espoir que les participants continueront d'élaborer des directives réalistes permettant d'utiliser toutes les ressources disponibles au mieux des intérêts des populations de la région.
7. M. Frank E. Pinder, Conseiller spécial du Secrétaire exécutif, a réaffirmé que le Secrétaire exécutif et le secrétariat cherchaient à harmoniser les efforts des organismes des Nations Unies et des organisations non rattachées à l'ONU concernant les programmes de population en Afrique, et il a souligné que la coordination et la collaboration ne pouvaient pas être de caractère temporaire, mais qu'elles devaient se poursuivre de façon permanente. Il a assuré les participants que la CEA leur apporterait toute l'aide possible à cet égard.

Participation

8. Sur les sept pays africains membres de la Commission des Nations Unies sur la population qui sont également membres de la CEA, quatre étaient représentés, à savoir l'Egypte, le Ghana, le Kenya et le Maroc. Les deux membres associés, France et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du nord, étaient également représentés. Les Etats membres des Nations Unies non membres de la CEA représentés étaient les suivants : Etats-Unis d'Amérique (représentés par l'USAID), l'Inde, les Pays-Bas, la Suède (représentée par la SIDA) et l'Union des républiques socialistes soviétiques. Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, non membre des Nations Unies, était représenté par la Fondation allemande pour les pays en voie de développement. Les organismes suivants des Nations Unies étaient représentés : Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Organisation mondiale de la santé, Banque internationale pour la reconstruction et le développement. Deux organisations intergouvernementales, l'Organisation de l'unité africaine et l'Organisation de coopération économique et de développement, étaient représentées ainsi que les organisations non gouvernementales suivantes :

Fédération internationale pour le planning familial, Institut international de statistique et Union internationale pour l'étude scientifique de la population. Les quatre fonctionnaires du Programme de population des Nations Unies postés en Afrique ont également assisté à la réunion.

Election du Bureau

9. A l'unanimité, M. R.K. Som (GEA) a été élu président et M. Robert Blanc (France) secrétaire.

Ordre du jour

10. Les participants ont adopté l'ordre du jour révisé reproduit ci-dessous :

1. Discours d'ouverture
2. Election du Bureau
3. Adoption de l'ordre du jour
4. Questions découlant de la dernière réunion
5. Questions découlant de la Conférence africaine sur la population et de la première session de la Conférence des démographes africains
6. Activités de différentes organisations en matière de population
7. Collaboration et coordination en matière de :
 - a) Recherche et études
 - b) Services d'information et d'échanges de renseignements
 - c) Coopération technique et coordination, en particulier à l'échelon des pays
 - d) Formation
 - e) Réunions
 - f) Programme africain de recensements et Enquête mondiale sur la fécondité
 - g) Activités diverses
8. Questions diverses
9. Adoption du rapport.

II. QUESTIONS DECOULANT DE LA PREMIERE REUNION DES ORGANISATIONS
NON RATTACHEES A L'ONU QUI S'INTERESSENT AUX ACTIVITES
EN MATIERE DE POPULATION MENÉES EN AFRIQUE

11. En introduction à ce point de l'ordre du jour, le représentant du secrétariat a rappelé en détail les décisions adoptées à la première réunion du groupe et exposé les différentes mesures prises pour appliquer ces décisions. Celles-ci concernaient notamment l'établissement d'une liste récapitulative des experts de toutes les organisations se livrant à des activités en matière de population dans les pays africains; l'utilisation des Informations sur la population en Afrique par les différentes organisations pour faire connaître leurs projets en cours, et les plans de création au Cameroun et au Ghana de deux nouveaux instituts de formation qui venaient s'ajouter au Centre démographique du Caire pour la formation de personnel en provenance des pays africains.

12. Commentant les plans du secrétariat en vue de la formation du personnel aux activités en matière de population, les participants ont estimé que, s'il était souhaitable d'utiliser pleinement les moyens ci-dessus pour la formation de démographes africains, il demeurerait nécessaire de faire appel à des moyens extérieurs en vue de la formation d'autres spécialistes pour les services d'hygiène maternelle et infantile par exemple, en raison du manque général de moyens dans la région pour une formation spécialisée de ce genre et même pour l'organisation de cours spécialisés en démographie.

III. QUESTIONS DECOULANT DE LA CONFERENCE AFRICAINE
SUR LA POPULATION ET DE LA PREMIERE SESSION DE
LA CONFERENCE DES DEMOGRAPHES AFRICAINS

13. Le secrétariat de la CEA a présenté aux participants le résumé du projet de rapport de la Conférence africaine sur la population, établi par le secrétariat de la CEA en collaboration avec le personnel de la Division de la population de l'Organisation des Nations Unies et les spécialistes des programmes de population et figurant dans le rapport sur la première session de la Conférence des démographes africains (E/CN.14/553), et a rendu compte des débats concernant ce projet de rapport, qui avaient eu lieu à la première session de la Conférence des démographes africains, ainsi que des autres questions découlant de cette Conférence.

14. Les participants ont noté les divers secteurs prioritaires de recherche identifiés par la Conférence africaine sur la population et la Conférence des démographes africains, ainsi que les avis sur les politiques en matière de population et leurs rapports avec le développement économique et social. Ils ont noté également que, lors de l'examen du thème général qui s'était dégagé de la Conférence africaine sur la population, un nombre relativement restreint de participants à la Conférence des démographes africains avaient fait observer qu'il existait manifestement deux avis concernant les politiques en matière de population et leurs rapports avec les politiques de développement économique et social; ces avis avaient cependant convergé lorsque la Conférence des démographes africains avait, à sa première session, adopté des recommandations sur la population et le développement, les services de protection maternelle et infantile et les programmes de planification familiale. Dans une recommandation sur la population et le développement, les participants ont appuyé la résolution adoptée à la seizième session de la Commission des Nations Unies sur la population en vue d'une action par le Conseil économique et social. Cette résolution montrait que le développement économique et social était considéré comme une condition préalable et un élément essentiel d'une politique démographique efficace et elle invitait tous les Etats membres à accorder l'attention voulue à leurs objectifs et leurs mesures démographiques au cours de l'examen biennal concernant la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement; à prendre les mesures requises pour améliorer les statistiques et la recherche démographiques, ainsi que le système de planification nécessaire pour l'élaboration des politiques et des programmes en matière de population; à collaborer pour assurer une réduction sensible du taux de croissance de la population dans les pays qui considéraient leurs taux actuels comme trop élevés et pour étudier les possibilités d'établir des objectifs en vue de cette réduction dans ces pays. Les participants ont recommandé également que l'on accorde une attention suffisante, grâce à des études et des recherches, aux problèmes de la sous-fécondité et de la stérilité qui se posaient dans certaines parties de l'Afrique et que l'aide voulue soit fournie sur demande des gouvernements intéressés.

15. Dans l'autre recommandation, les participants à la Conférence des démographes africains avaient exprimé l'espoir que les gouvernements africains établiraient des objectifs démographiques dans le cadre de leurs plans nationaux de développement, de la Stratégie africaine de développement au cours

des années 70 et de la Stratégie internationale du développement, conformément à leurs besoins nationaux et à leurs ressources. Ils avaient noté à cet égard la recommandation de la seizième session de la Commission de la population demandant que les Etats membres des Nations Unies envisagent notamment, lors de l'établissement de leurs objectifs nationaux globaux, les objectifs démographiques ci-après : a) réduction de la mortalité, en particulier de la mortalité infantile et juvénile; b) mesures en vue du contrôle de la fécondité (y compris le taux élevé de fécondité, ainsi que la sous-fécondité et la stérilité; c) réduction du taux de croissance de la population lorsque celui-ci était élevé; d) amélioration de la répartition de la population, notamment entre les zones d'un même pays, les grandes villes, les villes moins importantes et les zones rurales; e) dans certains cas, émigration de la population et de la main-d'oeuvre si besoin était; f) amélioration de la structure de la population et du rapport entre la population économiquement active et la population à charge qui en résultait.

16. Dans la recommandation concernant les services de santé maternelle et infantile et le programme de planification familiale, les participants à la Conférence, rappelant les diverses résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social qui reconnaissaient notamment le droit des parents de déterminer librement et en toute responsabilité le nombre de leurs enfants et l'espacement de leur naissance et préconisant que les connaissances et les moyens soient fournis à ceux qui le désiraient, avaient recommandé que les services de santé maternelle et infantile comportent des services de planification familiale pour ceux qui le désiraient et que, lorsque des programmes de planification familiale étaient en cours d'exécution, des services de santé maternelle et infantile soient inclus dans ces programmes de planification familiale.

17. Les participants à la réunion ont noté que ces recommandations étaient les premières de ce type à être adoptées par un organe permanent de la CEA et qu'elles pouvaient être considérées comme marquant un tournant en ce qui concernait les théories des gouvernements africains exposées par les représentants officiels à la Conférence des démographes africains.

18. Au cours du débat, les participants ont examiné la structure de la deuxième Conférence africaine sur la population. Ils ont noté que la deuxième Réunion régionale de coordination interinstitutions sur la population, qui venait de se terminer, avait recommandé que, tout comme les Conférences asiatiques sur la population (1963 et 1972) et le troisième Congrès mondial de la population (1974), la deuxième Conférence africaine sur la population soit organisée comme une conférence intergouvernementale, la CEA en étant l'unique organisateur, avec l'entière collaboration des institutions des Nations Unies; les représentants de celles-ci constitueraient, avec les représentants de certains pays africains, le Comité préparatoire auquel les organisations non rattachées à l'ONU pourraient être invitées à titre d'observateurs.

19. Les participants ont estimé aussi qu'il serait utile d'organiser outre les séances plénières, des réunions de groupes de travail spéciaux concernant des sujets particuliers, en vue de la deuxième Conférence africaine sur la

population. On a signalé que le rapport de la Conférence africaine sur la population établi par le secrétariat de la CEA, ainsi que certains documents présentés par les institutions des Nations Unies, les organisations non rattachées à l'ONU et des consultants seraient publiés dans le cadre des séries d'Etudes démographiques africaines, et que les rapports rédigés par les rapporteurs désignés par l'Union internationale pour l'étude scientifique de la population et certains documents élaborés par des experts seraient publiés par l'Union, qui chercherait également à obtenir une aide extérieure à cet effet.

20. On a suggéré aussi la mise au point de méthodes d'évaluation de la Conférence africaine sur la population; cette suggestion serait communiquée aux organisateurs de la Conférence, à savoir la CEA, l'Union internationale pour l'étude scientifique de la population et la Fédération internationale pour le planning familial.

IV. ACTIVITE DES ORGANISATIONS

Commission économique pour l'Afrique (CEA)

21. En présentant le Programme de population pour l'Afrique, le secrétariat de la CEA a indiqué que le Centre des programmes de population, qui était chargé de l'exécution de ce programme, comprenait les trois sections organiques suivantes : Section du développement et des politiques, Section de la démographie générale et Section des études sur la fécondité.
22. En élaborant le programme on avait tenu compte des aspects caractéristiques des problèmes de population en Afrique et de la situation de la recherche démographique dans les différents pays. On avait en particulier pris en considération l'insuffisance numérique du personnel nécessaire pour entreprendre les travaux de recherche requis dans les pays et le programme comprenait donc quelques études qui auraient dû être effectuées dans les pays.
23. Les études suivantes avaient été établies pour la Conférence africaine sur la population : situation démographique en Afrique, examen du contenu démographique des plans de développement africains, formation démographique dans la région et structure de la fécondité dans les pays africains. Les études encore en cours portaient sur le volume et les incidences de la migration vers certaines villes et comprenaient des documents destinés au Séminaire sur les statistiques et les études des migrations en Afrique. Le lancement d'une étude nouvelle sur les rapports entre la fécondité et la mortalité infantile avait été suggéré par la Conférence africaine sur la population, la Conférence des démographes africains et la Commission de la population et cette étude avait été inscrite au programme de travail. De même, on a mentionné les monographies par pays sur les rapports entre la population et le développement économique et social.
24. S'agissant des services d'information, on a indiqué que la publication des Informations sur la population en Afrique serait poursuivie. On attendait encore la parution du premier numéro dans la série des Etudes sur la population en Afrique.
25. Pour ce qui concernait les services consultatifs régionaux, le Centre disposait désormais, au titre de son programme ordinaire, de deux conseillers régionaux qui au cours de la période considérée avaient effectué des missions à Maurice, au Nigéria, en République-Unie de Tanzanie, au Soudan et au Tchad. Le secrétariat de la CEA informerait les spécialistes des programmes de population et les représentants des organismes dans les pays, des visites des conseillers régionaux.
26. Les participants ont été informés que l'Institut régional pour l'étude de la population à Accra avait commencé de fonctionner et que l'Institut de Yaoundé devait ouvrir ses portes sous peu. Le Centre avait aussi continué d'apporter son concours aux institutions nationales.

27. En matière de réunions, le principe général consistait à en organiser normalement deux, et au maximum trois, par an, outre les réunions de coordination ou les sessions de la Conférence des démographes africains. Comme par le passé les réunions techniques auraient pour objet de contribuer à la prise de conscience des problèmes de population et de leurs incidences dans la région.

28. Les participants ont noté que la deuxième réunion régionale de coordination interinstitutions avait recommandé que les directeurs des trois instituts régionaux pour l'étude de la population (Le Caire, Accra et Yaoundé) soient invités aux futures réunions de coordination.

Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE)

29. Le FISE attachait un grand intérêt au développement des services de santé maternelle et infantile et à leur utilisation pour les activités relatives à la planification de la famille. Toutefois, la portée de ces services étant très limitée dans un grand nombre de pays, il importait d'en élargir le domaine d'action en recourant aux services de développement agricole et communautaire, aux clubs de mères et aux organisations féminines, aux établissements scolaires, aux clubs de jeunes et aux clubs de jeunes agriculteurs et à tous les organes d'information disponibles.

30. L'attention a été appelée sur l'importance des dépenses à engager pour la mise en place des services employant du personnel médical et para-médical qualifié. Des non-spécialistes pouvaient être formés dans des conditions économiques en vue du travail de planification de la famille, qui n'exigeait pas de connaissances médicales, telles que les activités de contrôle et l'éducation sanitaire. Cette méthode avait été utilisée avec succès en Corée et à Taiwan.

31. Le FISE continuerait de fournir son assistance à la demande des gouvernements conformément à leur ordre national de priorité. Certains projets régionaux pourraient aussi être appuyés et des ressources étaient disponibles pour des activités de recherche et de planification préliminaires entreprises sur le plan régional.

32. Le FISE préférerait concentrer ses ressources sur des programmes d'action et il n'envisageait pas, de manière générale, de participer à des activités spécialisées telles que la formation, les enquêtes ou les études démographiques. Toutefois, il serait certainement prêt à examiner le concours qu'il pourrait apporter à ces activités.

33. Le FISE s'est déclaré satisfait des liens efficaces et réguliers existant avec le Centre des programmes de population de la CEA. Il espérait que l'importance que revêtaient les activités en matière de population menées en Afrique serait signalée à l'attention de la prochaine réunion des représentants résidents du PNUD.

Organisation internationale du Travail (OIT)

34. L'appui fourni par l'OIT aux politiques de population portait sur les domaines suivants.

35. L'OIT entreprendrait des études et diffuserait des renseignements sur l'interaction des tendances démographiques et des objectifs de développement dans les domaines techniques relevant de la compétences de l'organisation, tels que l'emploi, la productivité, les salaires et la sécurité sociale. S'agissant des aspects de la politique sociale qui techniquement étaient du ressort de l'OIT, elle s'efforcerait d'harmoniser de plus en plus l'application des normes qu'elle recommandait en matière de politiques et de pratiques sociales avec les objectifs démographiques des pays en voie de développement. Dans le domaine de l'enseignement, l'OIT entreprendrait des activités visant à faire connaître parmi les travailleurs et parmi les employeurs les questions de population et à intéresser ces milieux à ces problèmes.

36. Toutes ces activités, recherches, séminaires et diffusion de renseignements, contribueraient à l'acceptation et à l'adoption d'une politique judicieuse dans le domaine de la population et au renforcement des efforts tendant à appliquer la politique arrêtée.

37. S'agissant de la planification de la famille, l'OIT avait pour objectif de participer activement aux programmes de planification de la famille établis par les institutions et les services sociaux, et en particulier les syndicats et les associations de travailleurs, les services d'hygiène destinés aux cadres et aux travailleurs, les administrations chargées de questions de travail et de sécurité sociale. Un appui serait fourni aux syndicats et aux organismes s'occupant de l'éducation de la main-d'oeuvre, afin de leur permettre de participer à des activités concernant la planification de la famille et d'en entreprendre. Les employeurs seraient encouragés à fournir aux familles des employés différents moyens, services et stimulants pour qu'elles acceptent et pratiquent la planification de la famille. Le BIT entreprendrait aussi des études sur les normes sociales intéressant les ouvriers migrants, formulait des recommandations à ce sujet et coopérait selon les besoins avec d'autres organismes dans ce domaine.

38. Le Programme de travail de l'OIT dans le domaine des projections démographiques était axé principalement sur les projections de la population active. On avait élargi récemment le programme des projections de la population active pour en améliorer la portée géographique (le monde et 24 grandes régions) et pour y inclure des renseignements sur la composition par sexe de la population active.

Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

39. La participation de la FAO aux activités relatives à la population procédait des responsabilités de l'organisation dans les domaines de l'accroissement de la production alimentaire, de l'amélioration des niveaux de vie et du bien-être des populations rurales par l'intermédiaire du développement du secteur agricole.

40. L'élargissement des activités de la FAO dans les domaines de la population intervenait principalement dans deux directions, à savoir a) l'introduction d'un élément d'analyse démographique dans les travaux que l'organisation consacrait au développement et à la planification, sous forme consultative ou sous forme de recherches et b) le développement plus poussé de l'élément fondé sur la population dans les activités de l'organisation relatives à l'enseignement, à la formation et à la vulgarisation.

41. Dorénavant, la FAO s'attacherait plus spécialement à apporter son concours aux pays pour l'analyse des différentes politiques de population possibles, politiques qui faisaient partie intégrante de l'élaboration des stratégies du développement de l'agriculture.

42. Des études visant à faciliter la compréhension des rapports existant entre les facteurs démographiques et le développement de la production alimentaire et de la production agricole seraient entreprises car elles élargiraient la base de l'activité ordinaire et permanente que la FAO consacrait aux travaux de récapitulation, d'appréciation et de planification relatifs aux questions de population. Il y aurait lieu d'entreprendre des études de deux catégories : a) études au siège, faisant appel aux données existantes, en vue d'une analyse de l'accroissement démographique en tant que variable du développement de l'agriculture et des rapports réciproques et cet accroissement avec les autres facteurs socio-économiques et b) études extérieures sur les rapports réciproques entre les transformations de l'agriculture et la dynamique de la population fondées sur les renseignements recueillis au cours d'enquêtes sur les familles rurales. Il y aurait lieu de lancer des programmes appropriés d'enquêtes sur le terrain, en tenant compte de la nécessité de réviser dans des conditions convenables le programmes d'enquêtes de la FAO sur la consommation des produits alimentaires et des autres activités connexes lancées et élargies dans divers pays. Le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population accordait déjà une assistance financière pour le lancement de ces activités.

43. La formation par la FAO de son personnel extérieur assurant des services consultatifs au bénéfice des pays pour les activités de planification et de programmation du développement, de même que les activités de la FAO en matière d'information étaient appelées à se poursuivre et, par conséquent à jouer un grand rôle en faisant connaître davantage les répercussions de l'accroissement démographique sur le développement de la production alimentaire et de la production agricole.

44. Les projections démographiques de la FAO seraient élargies pour comprendre une ventilation de certaines catégories de la population par âge et par sexe, par situation sociale, etc., ce qui fournirait une base pour approfondir les travaux de l'Organisation des Nations Unies sur les projections de la population urbaine et de la population rurale, lesquelles, de leur côté, seraient nécessaires à la FAO pour établir des projections satisfaisantes de la demande de produits alimentaires.

45. Enfin, le Programme de planification pour une vie familiale meilleure (PBFL) de la FAO avait été mis au point en tant que moyen éducatif et psychologique visant essentiellement à atteindre les familles des zones rurales dans les pays en voie de développement grâce à des programmes de développement agricole. Le Programme comprenait des activités de recherche orientées vers l'action, qui avaient commencé en Afrique de l'Est, ainsi que des activités touchant d'éducation, la formation et les communications destinées à des dirigeants gouvernementaux, des concepteurs de programmes et des travailleurs sur le terrain, au niveau professionnel et à l'échelon des villages, d'organisations gouvernementales et non gouvernementales oeuvrant auprès des familles. Des projets sur le terrain étaient en cours d'élaboration dans deux pays africains d'autres sous-régions, dans le cadre du PBFL.

Organisation pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)

46. Les efforts de l'UNESCO en vue de développer le programme de population dans le domaine de l'éducation s'intensifiaient progressivement. En 1971, une réunion régionale africaine sur les rapports entre les facteurs démographiques et l'éducation avait été organisée à Dakar; plusieurs pays ouest-africains ainsi que la République-Unie de Tanzanie et la Zambie, y avaient participé. Il existait au Bureau régional de l'UNESCO à Dakar un poste de spécialiste de l'interdépendance des facteurs démographiques et de l'éducation. En 1973-1974 on chercherait à faire figurer les problèmes de population aux programmes des écoles normales et des écoles ordinaires. On mettrait d'autre part l'accent sur les programmes d'alphabétisation et d'enseignement des adultes. Des projets de monographies sur les problèmes méthodologiques, la formation des responsables de l'enseignement des adultes et la mise au point de matériel pédagogique approprié étaient en cours. Pour ses projets de planification de l'éducation, l'UNESCO avait fait appel à des spécialistes des problèmes de population et des sciences sociales.

47. L'UNESCO avait terminé récemment une étude des effets de l'enseignement, notamment à l'échelon supérieur, sur les taux de fécondité et de mortalité et sur les migrations; d'autres études étaient en cours sur le coût des investissements destinés au développement de l'éducation dans des situations différentes en matière de fécondité et de mortalité, et cette année l'UNESCO organiserait un colloque sur le rôle des sciences sociales dans le domaine de la population.

48. L'UNESCO aidait également les universités à améliorer et à approfondir les cours de démographie, encourageant la méthode multidisciplinaire. Elle procédait d'autre part à des travaux dans le domaine des communications et, en octobre 1971, elle s'était jointe à la Fédération internationale pour le planning familial pour organiser un séminaire destiné à préparer la création d'un centre d'échanges de matériel audio-visuel et de matériel de communications sur la planification familiale, qui seraient exploités conjointement par l'UNESCO et la Fédération.

49. Le personnel restreint qui s'occupait des problèmes de population au siège de l'UNESCO allait être renforcé, et on procédait à la création de postes de conseillers régionaux en éducation, planification de l'enseignement et communications.

50. Le programme de population de l'UNESCO concernait l'aspect moral du conflit entre la situation démographique et les objectifs qu'étaient le bien-être et le développement; dans la pratique, il visait à garantir que les variables démographiques soient prises en considération dans l'élaboration et l'exécution des politiques sociales, et à appuyer les politiques et les programmes destinés à agir sur les variables démographiques. En ce qui concernait la teneur du programme, l'accent était mis sur l'éducation et la contribution des sciences sociales, des sciences naturelles et des communications devait s'intensifier. Le programme intersectoriel de population de l'UNESCO s'inscrivait dans le cadre plus large de l'ensemble des programmes connexes des Nations Unies et il se concentrait sur les aspects des problèmes de population liés à l'éducation, aux facteurs socio-culturels et aux communications. L'UNESCO collaborerait étroitement au programme de l'Année mondiale de la population (1974) et au Congrès mondial de la population.

Organisation mondiale de la santé (OMS)

51. L'OMS aidait les Etats membres qui le lui demandaient à développer la planification de la famille dans le cadre des services sanitaires de base. L'un des principes fondamentaux de l'organisation était que les services de santé devaient de préférence être mis en place en même temps que les structures sociales, culturelles et économiques.

52. En 1970 et 1971, l'OMS, agissant en consultation avec les gouvernements, avait exécuté un programme de travail élargi en matière de planification de la famille, dans le cadre des services nationaux de santé et des services de protection maternelle et infantile, en organisant des missions de planification communes avec l'Organisation des Nations Unies et avec des institutions spécialisées. De même, des services consultatifs avaient été fournis en 1971 au sujet de certains aspects particuliers des programmes de planification de la famille qui se rattachaient aux activités des infirmières et des sages-femmes, à l'éducation sanitaire, aux statistiques démographiques et sanitaires et aux derniers progrès accomplis dans le domaine de la reproduction humaine et de la dynamique des populations.

53. Les résultats suivants se dégagent d'un examen de la position prise à la fin de 1971 par les gouvernements de 42 pays à l'égard de la planification de la famille : a) sept pays avaient une politique officielle et des programmes de planification de la famille; b) sept autres pays n'avaient pas de politique officielle, mais appuyaient des activités de planification de la famille; c) 28 n'avaient pas de politique officielle en la matière et n'appuyaient aucune activité de planification de la famille. Toutefois, les besoins dans le domaine sanitaire continuaient de se modifier et les activités étaient réorientées en fonction de l'évolution de ces besoins en matière de santé, et de surveillance médicale, y compris la planification de la famille, dans l'intérêt de l'individu, de la famille et de la collectivité. En 1972,

L'OMS mettait donc particulièrement l'accent sur des programmes par pays concernant la santé de la famille, dont la planification familiale, et sur des programmes de recherche élargis sur la reproduction humaine. Dans le domaine des services consultatifs fournis au gouvernement, l'organisation s'appliquerait en particulier à renforcer les services sanitaires de base, ainsi que les programmes de planification de la famille axés sur les services de maternité. Une grande importance serait accordée à l'administration des services de santé et à l'éducation et la formation de personnel de tous les niveaux. L'éducation sanitaire serait renforcée et les efforts de coopération porteraient sur l'éducation sanitaire dans les établissements scolaires et sur l'amélioration des moyens d'information utilisés pour la planification de la famille. S'agissant de la recherche, l'organisation s'intéresserait surtout aux études épidémiologiques, au développement de la recherche et à la formation en matière de biologie de la reproduction.

Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD)

54. L'intérêt croissant que la BIRD portait au rapport entre la croissance démographique et le développement économique avait été souligné par son Président, M. McNamara, dans le discours qu'il avait prononcé en 1968 devant le Conseil des gouverneurs de la Banque, en proposant trois types de mesures : a) faire en sorte que les pays en voie de développement comprennent à quel point la croissance rapide de la population ralentissait leur développement potentiel; b) rechercher les occasions de financer les installations nécessaires pour mener à bien des programmes intéressant la population; c) entreprendre avec d'autres intéressés des programmes de recherche sur la planification de la famille et sur la régulation de la population. Pour donner suite à ces propositions, la Banque avait créé au départ une division des études démographiques (maintenant Division de la population et des ressources humaines) et ultérieurement un département des projets démographiques.

55. Le principal moyen dont se servait la Banque pour porter les problèmes de population à l'attention des Etats membres consistait à publier régulièrement des rapports économiques qui comprenaient une analyse de la situation démographique et des programmes de population dans les pays étudiés. Le deuxième domaine d'action était celui de l'octroi de prêts pour des projets intéressant la population. Jusqu'en janvier 1972 des missions avaient été envoyées en Colombie, en Egypte, en Inde, en Indonésie, à la Jamaïque, en Malaisie, à Maurice, à la Trinité-et-Tobago et en Tunisie. D'autres missions devraient se rendre au Ghana et aux Philippines, alors que des études sur l'Iran, le Kenya, l'Ouganda et la République-Unie de Tanzanie avaient été achevées.

56. En 1970, la Banque avait consenti pour la première fois un prêt de 2 millions de dollars à la Jamaïque pour un projet intéressant la population qui portait sur la construction et l'équipement de centres de maternité et sur la formation d'agents de planification de la famille. En mars 1971, un crédit de 4,8 millions de dollars avait été accordé par l'IDA à la Tunisie pour des activités similaires. De même, des projets intéressant la Trinité-et-Tobago et l'Indonésie avaient été approuvés. Un projet pilote comprenant un système de gestion et d'évaluation intégrée était à l'étude pour l'Inde.

57. Dans le domaine de la recherche la Banque ne s'intéressait qu'aux domaines suivants : a) interaction entre les facteurs économiques et les facteurs démographiques; b) aspects économiques de la planification de la famille; c) migration. La Banque serait heureuse de collaborer avec des institutions de recherche et elle venait d'être autorisée à leur accorder des subventions modeste pour des projets conjoints.

58. Les participants ont pris note avec intérêt de l'étude sur les migrations que la Banque envisageait d'entreprendre dans certains pays de l'Afrique de l'Ouest et de son intention d'étudier la possibilité de coordonner les aspects pratiques de cette étude avec le Programme africain de recensements.

France

59. L'assistance du Gouvernement français se situait sur trois plans : formation, assistance technique directe et études.

60. En matière de formation, elle prenait la forme suivante : personnel français participant à la direction ou au fonctionnement de centres de formation en France et en Afrique à titre permanent ou temporaire, séminaires et cycles d'études sur des sujets notamment démographiques (enquêtes démographiques à passages répétés en février 1972), et octroi de bourses à des étudiants africains pour leur permettre de participer à ces séminaires.

61. Au titre de l'assistance technique directe, du personnel était mis à la disposition de certains pays sous forme permanente ou pour des missions temporaires, et des exploitations ou analyses de recensements et d'enquêtes étaient réalisées en France par les organismes compétents : INED, INSEE et ORSTOM.

62. Des études de synthèse ou de recherche méthodologique étaient effectuées par les mêmes organismes. Un effort de liaison avec les pays africains était poursuivi sous diverses formes (bulletins de liaison, tournées techniques, échanges de documents, colloques, etc.).

63. En conclusion, il semblait que la coordination des aides pourrait être facilitée par les moyens suivants : a) élaboration d'un guide de l'assistance technique : des listes de postes à pourvoir permettraient aussi d'orienter les candidats éventuels; b) démonstrations concrètes : des opérations actuelles (Maroc, Tunisie, Haute-Volta, etc.) pourraient servir de support à des centres ou à des stages temporaires de formation; c) formation de personnel qualifié alors que les candidats étaient souvent inexpérimentés : la création de centres envisagés permettrait peut-être de combler la lacune; d) mise au point d'un système permettant de recueillir l'avis des pays africains sur l'aide reçue, ses défauts et les moyens de la rendre plus efficace.

Agency for international development (AID)

64. Des renseignements détaillés sur les programmes démographiques de l'AID se trouvaient dans la publication annuelle intitulée Population Program Assistance qui venait de paraître et qui avait été communiquée aux participants.

65. En Afrique l'assistance dans le domaine de la population avait commencé en 1967. Elle reposait sur les quatre éléments doctrinaux suivants : a) l'espacement des naissances influait favorablement sur la santé de la mère et des enfants, ce qui était l'une des raisons pour lesquelles l'AID estimait que dans la plupart des pays les activités relatives à la planification de la famille devaient être intégrées aux services de protection maternelle et infantile; b) de toute évidence, on avait besoin de données démographiques plus précises qu'il fallait analyser compte tenu des perspectives à long terme du développement économique; c) il devait être possible d'évaluer l'efficacité des programmes de population; d) il fallait mettre en place les institutions et former le personnel nécessaire pour exécuter ces programmes. L'AID continuait de se préoccuper de la coordination de ses activités avec celles d'autres organisations et apportait un appui sans réserve aux travaux menés par la CEA dans ce sens.

66. Les projets que l'AID finance en Afrique relevaient de deux catégories : les projets régionaux et les projets bilatéraux par pays. A l'heure actuelle, des accords bilatéraux avaient été conclus avec cinq pays en matière de population mais l'existence de projets bilatéraux n'empêchait pas l'AID d'apporter son appui à certains projets régionaux par l'entremise du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population (en particulier le Programme africain de recensements) ni de financer des activités d'autres organismes tels que le Conseil de la population. D'autre part, l'assistance avait porté sur la création, à titre d'essai, de petits services de planification de la famille et de protection maternelle et infantile dans les zones rurales de pays francophones. On s'efforçait aussi de familiariser des médecins avec les techniques de planification de la famille : ce projet avait été entrepris avec le concours de l'Association africaine des écoles de médecine.

Fondation allemande pour les pays en voie de développement

67. Cette fondation, financée par le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, apportait un complément à l'aide multilatérale de l'Etat dans le domaine de la population par l'intermédiaire de deux de ses centres : le centre des séminaires pour le développement économique et social et le centre pour l'administration publique, tous deux situés à Berlin. En 1971, elle avait organisé pour les pays africains d'expression anglaise, en collaboration avec le Bureau fédéral de statistique, un Séminaire sur les statistiques de population et l'utilisation des ordinateurs particulièrement pour la recherche. Un séminaire analogue destiné aux pays francophones devait se tenir à Wiesbaden et à Paris entre le 23 novembre et le 7 décembre 1972. Pour l'organisation des deux séminaires la Fondation avait bénéficié du concours de l'ONU et de la CEA, et pour le second, de celui du Gouvernement français également. Une réunion sur la planification de la famille et le développement social à laquelle participeraient 20 experts des mouvements de jeunesse et qui serait organisée avec la collaboration de la Fédération internationale pour le planning familial, se tiendrait vers la fin du mois de juillet près de Munich. Le Centre pour l'administration publique allait ouvrir un centre de formation pour statisticiens africains, peut-être à la fin de l'année en cours.

Pays-Bas

68. Outre qu'il apportait une contribution financière de 2 millions de dollars au Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population (contribution dont le montant devait être porté à 5 millions de dollars en 1975), le Gouvernement néerlandais avait entrepris deux programmes d'assistance technique dans la région. Au Kenya, il avait lancé en 1962, avec un budget total de 600 000 dollars, un projet ayant pour objet l'étude de la participation de la population aux programmes nationaux de planification de la famille et, en Tunisie, un projet qui nécessiterait une dépense de 550 000 dollars échelonnée sur deux ans, avait été mis en chantier en juillet 1971 pour étudier l'intégration des activités nationales de planification de la famille à la programmation générale du développement. Récemment, la politique officielle en matière d'assistance technique avait été modifiée, et le Gouvernement néerlandais donnait désormais la priorité à l'assistance multilatérale par rapport à l'aide bilatérale.

Agence suédoise de développement international (SIDA)

69. La planification de la famille était considérée comme un droit de l'homme et bénéficiait d'une priorité élevée dans le programme d'assistance au développement de la Suède. La politique de planning familial suédoise dans le cadre des relations internationales visait à susciter une prise de conscience du problème mondial de la population, à appuyer les efforts que faisaient les gouvernements et les organisations internationales pour intégrer la planification de la famille à leurs programmes de population et de protection maternelle et infantile, à animer ces programmes en fournissant des ressources, à contribuer à leur exécution et à offrir une assistance à tous les pays qui avaient besoin de matériel et de moyens de formation pour des programmes de population et de planification de la famille.

70. Partie d'un projet unique à Ceylan en 1958, l'assistance fournie par l'intermédiaire de la SIDA s'étendait désormais, sous une forme bilatérale, à des organisations internationales et à un grand nombre de pays. Le montant des crédits était passé de 366 000 dollars en 1958 à 11,7 millions environ pour l'exercice fiscal 1971/72, c'est-à-dire d'un très petit pourcentage à 12 p. 100 de l'assistance totale. Cette tendance se maintiendrait, dans le cadre d'une décision du Parlement selon laquelle les crédits inscrits au budget pour l'assistance suédoise augmenteraient au cours des prochaines années de 25 p. 100 environ par an.

71. Le Gouvernement suédois appuyait les divers programmes d'assistance multinationale administrés par l'ONU et ses institutions. La SIDA apportait également son concours aux activités de la Fédération internationale pour le planning familial, au programme de population du Centre de développement de l'OCDE, au Conseil mondial des Eglises et à l'Union internationale pour l'étude scientifique de la population. La Suède affectait 50 p. 100 environ des crédits d'assistance au développement à l'aide multinationale, ce qui représentait une très forte proportion par comparaison avec d'autres pays donateurs. Depuis peu, la SIDA avait pour politique de répercuter sur le

Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population et sur la Fédération internationale pour le planning familial des demandes des pays qui faisaient appel à elle pour la première fois. Elle tendait aussi à accroître les crédits consacrés à la recherche portant sur la reproduction humaine et à des programmes de formation à la recherche.

72. L'aide à l'Afrique prenait les formes suivantes : en Ethiopie, construction de dispensaires de protection maternelle et infantile et aide pour des programmes de planification de la famille dans le cadre de la protection maternelle et infantile à Addis-Abéba, sous la forme d'un consultant en matière de planification de la famille et de PMI, et mise à la disposition du Bureau central de statistique d'Addis-Abéba d'un démographe depuis 1969; au Kenya, mise à la disposition du Ministère de la santé publique depuis 1968 d'un conseiller administratif en matière de planification de la famille; en République-Unie de Tanzanie, fourniture des services d'un sociologue et d'un statisticien depuis 1968; en Tunisie, aide au Centre de PMI de Kelibia et à son programme de planification de la famille depuis 1963; fourniture de matériel et d'équipement pour des programmes de planning familial en Algérie, au Maroc et en Tunisie.

Organisation de l'unité africaine (OUA)

73. Bien que l'OUA soit l'organe politique des Etats africains, une section de la population devait être créée au sein de son secrétariat. On espérait que la création de cette section permettrait de renforcer la participation aux activités relatives à la population (notamment aux réunions des organes techniques ou permanents sur la population), que la CEA menait par l'intermédiaire de son Centre des programmes de population.

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

74. L'organisation, indépendamment de ses Etats membres, n'avait pas de programme d'assistance technique mais offrait une contribution dans les domaines de la recherche et de l'information. Les programmes de population prévus par le Centre de développement s'appuyaient sur les principes suivantes:

- a) Intégration des questions de population à une division de la population et des ressources humaines;
- b) Concentration sur l'étude concrète de sujets essentiels au moyen de réunions de groupes d'experts;
- c) Poursuite de l'élaboration de séries de statistiques sur l'aide fournie et analyse de l'aide, non seulement selon les pays donateurs et les pays bénéficiaires, mais aussi selon les catégories d'aide, dans la mesure du possible.

75. En ce qui concernait l'Afrique, l'OCDE envisageait de convoquer à la fin de 1972 ou au début de 1973 un groupe d'experts dont le thème était provisoirement le suivant : Mise en valeur et utilisation des ressources humaines en Afrique; problèmes, politiques et perspectives touchant l'assistance et les contributions d'autres organisations.

76. Pour conclure, l'OCDE se proposait de continuer à collaborer très étroitement avec les commissions économiques régionales de l'ONU, les organisations gouvernementales et d'autres organismes dans le domaine de la population. Le Centre de développement poursuivait la mise au point d'un programme démographique qui constituerait pour les questions de population et de développement une source de renseignements scientifiques, exacts et objectifs, dont pourraient se servir à la fois les pays donateurs d'aide et les pays en voie de développement.

Union douanière et économique de l'Afrique centrale (UDEAC)

77. Le secrétariat de l'UDEAC n'a pas pu participer à la réunion mais a envoyé une note sur ses activités dans le domaine des études sur la population.

78. Compte tenu des besoins et des intérêts des Etats membres (Cameroun, Gabon, République centrafricaine et République populaire du Congo) et conformément aux recommandations des Nations Unies concernant les recensements de la population de 1970, l'UDEAC avait établi une commission chargée d'étudier le recensement et les problèmes connexes dans les pays de l'Union et au Tchad. Elle avait organisé du 20 au 27 juillet 1970 à Bangui une réunion au cours de laquelle une stratégie générale du projet d'études démographiques dans ces cinq pays avait été définie et une première estimation des dépenses correspondantes établie. Un groupe de travail avait été convoqué du 4 au 10 mai 1970 à Libreville, afin de préciser les aspects techniques, méthodologiques et financiers du projet. Une requête préliminaire avait été présentée en janvier 1970 au Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population et le projet final avait été adressé à chaque Etat membre au cours du premier trimestre de 1971.

79. Le projet devait être réalisé en deux phases : en premier lieu, un recensement complet en 1973 puis, entre 1974 et 1982, la mise en place de systèmes permanents pour la collecte de données sur les facteurs d'évolution de la population, à savoir la fécondité, la mortalité et les migrations. Une étude pilote était en cours, portant sur certains aspects de la seconde phase du projet. Celui-ci prévoyait la création d'un bureau régional du recensement et la désignation d'un directeur de projet dont le poste devait être financé par le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population et qui aurait essentiellement pour tâche de coordonner le projet avec les activités des organismes intéressés.

80. Le service des statistiques de l'UDEAC assurerait la liaison avec les différents pays et le financement du projet, ainsi que la coordination à l'échelon régional.

81. Le coût total était estimé à 780 millions de francs CFA pour 1971-1973, dont 70 p. 100 proviendraient des pays eux-mêmes.

82. Une réunion était prévue pour juin 1972, au cours de laquelle des statisticiens démographes des cinq pays étudieraient le projet avec des experts internationaux.

Fédération internationale pour le planning familial

83. En 1971, la Fédération internationale pour le planning familial avait octroyé des subventions à des organismes de planification de la famille dans 72 pays, dont 18 africains. En outre, une subvention avait été consentie directement au Gouvernement du Burundi pour l'aider à exécuter son programme national de planification de la famille. Au Burundi et aux Seychelles, la Fédération appuyait l'activité de deux médecins. On prévoyait qu'en 1972, une assistance serait fournie au moins à deux autres associations nationales.

84. La Fédération acheminait en général son assistance par l'intermédiaire d'associations pour la planification familiale grâce à l'initiative et aux conseils desquelles des dispensaires de planification familiale avaient été ouverts. Elle cherchait à s'assurer l'appui et la collaboration d'un grand nombre de groupements privés intéressés au développement et au bien-être de l'homme. Par exemple, grâce au matériel et aux moyens de formation qu'elle avait fournis, des dispensaires pour la planification de la famille avaient été installés dans les hôpitaux de missions religieuses et dans les centres médicaux de grandes usines ou de domaines agricoles. La planification de la famille était aussi désormais inscrite aux programmes d'études des médecins et des infirmières, des agents de développement communautaire, des travailleurs sociaux et des nutritionnistes. La Fédération pouvait s'assurer le concours de groupes de jeunes ou de groupements religieux pour l'organisation de séminaires ou de programmes d'action communs.

85. La Fédération pouvait aussi agir en faveur de la planification de la famille en appuyant des projets pilotes qui n'avaient pas été lancés par des associations membres et en fournissant aux premiers stades des moyens de formation avant l'adoption d'une politique de planification de la famille.

86. En sa qualité d'organisation non gouvernementale jouissant du statut consultatif auprès de six organismes des Nations Unies (Conseil économique et social, OIT, FAO, UNESCO, OMS et FISE) la Fédération avait encouragé l'intensification des activités de l'ONU dans le domaine de la planification de la famille.

87. Le Bureau central et les bureaux régionaux de la Fédération constituaient des sources de documentation et de matériel pédagogique pour les associations locales. Depuis le début de 1970, le Bureau régional pour l'Afrique possédait pour les pays de la région un agent à temps complet chargé de l'information et de l'éducation. Pour le Moyen-Orient, un agent chargé de l'information et de l'éducation avait été nommé à la fin de 1971 et il s'occupait des pays de l'Afrique du Nord. Le Conseil régional africain de la Fédération encourageait actuellement les associations d'orientation familiale à nommer des spécialistes de l'information et de l'éducation.

88. La Fédération apportait une contribution particulière à la formation en Afrique par l'intermédiaire du Family Welfare Centre (Centre de protection de la famille) de Nairobi. Ce centre était un organe de formation et d'assistance entièrement à la charge de la Fédération. Il constituait le principal centre de formation pour le personnel des services de planification de la famille au Kenya et admettait aussi des stagiaires provenant d'autres pays africains.

Institut international de statistique

89. L'organisation de l'Enquête mondiale sur la fécondité faisait suite à la décision de faire de 1974 l'Année mondiale de la population et à la résolution par laquelle la Commission de la population de l'Organisation des Nations Unies avait demandé instamment que les données sur les différences de fécondité soient recueillies dans des conditions qui en permettent la comparaison sur le plan international. On envisageait d'entreprendre au cours des années 1974-1977 de nouvelles enquêtes dans certains pays et d'en publier les résultats pour dégager l'évolution de la fécondité dans le monde. Les résultats devaient être publiés sous la forme de rapports par pays et de résumés régionaux et internationaux, qui contiendraient des données scientifiques permettant aux scientifiques et aux dirigeants de disposer d'une assise solide pour évaluer l'influence de l'augmentation ou de la régression de la fécondité sur le développement social et économique. L'Institut international de statistique avait été prié d'organiser l'enquête en coopération avec l'Union internationale pour l'étude scientifique de la population (UIESP) et avec le concours de l'Organisation des Nations Unies (Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population, Division de la population, Bureau de statistique), des institutions spécialisées, des commissions économiques régionales de l'ONU et des centres de recherche et de formation démographiques.

90. L'enquête mondiale sur la fécondité avait pour objet le rassemblement de données scientifiques sûres en vue de comparaisons internationales du comportement en matière de fécondité; elle permettrait de faire le point des connaissances actuelles sur la fécondité dans le monde et elle aiderait un grand nombre de pays à entreprendre d'autres études sur la fécondité qui soient représentatives sur le plan national et comparables sur le plan international. Dans chaque pays, un organisme de recherche compétent, de préférence le bureau national de statistique, serait encouragé à entreprendre l'enquête. L'assistance technique prendrait la forme de l'envoi de conseillers, de la formation du personnel de tous les niveaux nécessaire pour la conduite des opérations, d'une assistance pour l'analyse et la publication des résultats, si les pays le souhaitent et, le cas échéant, du versement de subventions pour l'exécution de l'enquête proprement dite. On mettrait au point une liste de questions essentielles dont l'utilisation serait recommandée à tous les pays participant à l'enquête et qui serait éventuellement complétée aux échelons national et régional par d'autres questions correspondant aux besoins de données sur le plan régional ou local. Dans chaque pays, l'échantillon choisi devrait avoir des dimensions suffisantes pour fournir des données représentatives du pays et mettre en évidence les différences importantes. On profiterait dans toute la mesure du possible des enseignements qui se dégageraient de près de 50 études sur la fécondité qui avaient été effectuées dans les pays africains depuis 1955. Les directives concernant la teneur du questionnaire et les méthodes d'analyse seraient formulées par un groupe de spécialistes recrutés par l'Institut et avec le concours de groupes d'experts représentatifs des commissions économiques régionales des Nations Unies. L'Institut coopérerait étroitement avec les fonctionnaires de l'ONU en poste dans les différentes régions. On attacherait une attention particulière aux rapports avec le Programme africain de recensements, supposant que, dans la plupart des

cas, l'enquête sur la fécondité aurait lieu un certain temps après le recensement. On espérait pouvoir institutionnaliser les opérations liées à l'enquête de façon à poser les bases des enquêtes futures, qui pourraient avoir lieu tous les dix ans.

Conseil de la population

91. N'ayant pu envoyer un représentant à la réunion, le Conseil de la population a présenté un résumé de ses activités, pour montrer l'importance qu'il attachait à la coordination de son travail avec les activités entreprises sous les auspices de la CEA. Au nombre des projets en cours ou nouveaux figuraient une assistance pour l'analyse de l'enquête démographique algérienne, des programmes de planification de la famille au Maroc, en Tunisie et au Kenya, l'étude des migrations urbaines entreprises par l'Université de Khartoum, la mise au point de programmes de formation et de recherche à l'Université de Bujumbura, des programmes de formation et de recherche démographiques lancés par les Universités de Nairobi, d'Ife, de Lagos et de Dar es-Salaam, un programme d'études démographiques à l'Ecole de médecine de l'Université Ahmadu Bello, un programme post-natal à la maternité de l'île de Lagos et une étude de la nuptialité en Sierra Leone entreprise par le Fourah Bay College.

Union internationale pour l'étude scientifique de la population

92. Le représentant de l'Union a fait état d'un certain nombre d'études parainées par celle-ci, dont une étude sur la démographie économique et une autre sur l'urbanisme et la distribution spatiale de la population qui seraient présentées à la Conférence générale prévue à Liège (Belgique) du 27 août au 1er septembre 1973.

Pathfinder Fund

93. Les objectifs et les activités en Afrique du Pathfinder Fund avaient été exposées à la première réunion des organisations non rattachées à l'ONU qui s'intéressent aux activités en matière de population menées en Afrique. Le Fonds n'a pas pu envoyer un représentant à la deuxième réunion mais a envoyé un document sur ses programmes dans la région.

94. Ces programmes étaient conçus en fonction des préoccupations dont le problème de la population faisait l'objet en Afrique. Les projets du Fonds visaient essentiellement à faciliter l'espacement des naissances dans le cadre des services de protection maternelle et infantile.

95. Pour remédier à la pénurie de personnel qualifié, le Fonds mettait depuis peu l'accent sur l'expansion de la formation de cadres et d'agents de niveau intermédiaire pour l'administration des services et l'exécution des programmes de planification de la famille, en particulier dans les zones rurales. Bien que donnant la priorité aux dispensaires et aux programmes de formation, le Fonds conservait une grande souplesse dans ses orientations et son aptitude à répondre à toute demande de programmes particuliers et à toutes circonstances.

96. Les projets suivants étaient en cours ou prévus : au Dahomey, aide au Centre d'orientation familiale et à l'Association de la planification de la famille récemment constituée; aide à la Clinique de la Croix bleue au Sénégal, à des hôpitaux de missions au Zaïre et à des dispensaires offrant des services de planification de la famille en Zambie; formation de personnel médical et para-médical à l'éducation sanitaire et aux méthodes de planification de la famille au Burundi, au Dahomey, au Nigéria et au Rwanda; fourniture de groupes mobiles de PMI au Burundi.

V. COLLABORATION ET COORDINATION

a) Recherches et études

97. Les participants ont noté que le programme de travail pour 1973-1974, avec projections jusqu'en 1979, avait été communiqué au début du mois de mars aux organismes des Nations Unies pour observations et suggestions. Les représentants des organismes ont été priés d'indiquer l'intérêt que ceux-ci portaient à certains projets relatifs à la population établis par le secrétariat de la CEA afin que l'on puisse identifier des projets intéressant plusieurs organismes et des projets à entreprendre en commun. A ce propos, les participants ont réaffirmé la nécessité de consultations entre les différents organismes au sujet des programmes de travail et ont confirmé leur intérêt et leur appui pour les programmes de population de la CEA. Ils ont aussi estimé que la coordination et l'échange d'informations entre la CEA et les différents organismes devraient se poursuivre en permanence.

Etudes générales et études de cas particuliers

98. Ces études procédaient de la résolution 230(X) que la Commission économique pour l'Afrique avait adoptée à sa dixième session (première réunion de la Conférence des ministres). De même, la Conférence des démographes africains avait instamment prié le secrétariat de la CEA de poursuivre l'exécution de ce programme afin de pouvoir dresser vers la fin de 1974 un état complet de la dynamique de la population et de l'évolution économique et sociale dans les différents pays africains. On espérait disposer dans quatre ans d'une étude générale pour chaque pays africain et d'une étude d'un cas particulier pour la moitié des pays. Au fur et à mesure de leur achèvement, ces études seraient présentées aux sessions bisannuelles de la Conférences des démographes africains et de la Conférence des planificateurs africains, ainsi qu'au Congrès mondial de la population et elles seraient considérées comme une contribution particulière de la CEA à l'Année mondiale de la population.

99. Dix études générales et six études de cas particuliers avaient été achevées. Elles étaient examinées et analysées dans les documents publiés sous les cotes E/CN.14/POP/46 et 49.

i) Contenu des études

100. Au début des études générales était présenté un bref aperçu de la situation économique des pays au cours des dernières années et au début de la deuxième Décennie du développement : évolution du revenu national, épargne et investissements, structures rurales et transformation des économies rurales traditionnelles, facteurs issus des tendances démographiques déterminant ou entravant le développement. En étudiant la situation sociale, on exposait notamment les développements passés et récents, touchant l'emploi, le chômage, l'habitation, la santé publique, la santé maternelle et infantile (effets du nombre élevé de naissances sur la mortalité des nouveaux-nés et des enfants en bas âge et sur la mortalité liée à la maternité), l'éducation, la structure du mariage, les tensions sociales et urbaines ainsi que les autres contraintes

résultant de l'évolution de la population. L'étude des conditions démographiques portait sur l'effectif de la population et sa structure, la fécondité élevée et la régression de la mortalité, l'urbanisation, les migrations internes et les migrations internationales. On procédait ensuite à l'examen du plan de développement du pays en étudiant les hypothèses relatives au progrès technique dans l'agriculture et dans l'industrie, la pénurie de personnel qualifié et la mise en place de l'infrastructure nécessaire pour la population en augmentation. On examinait ensuite séparément les incidences des différentes variantes (forte, moyenne et faible) des projections démographiques sur les besoins existant dans le domaine de l'alimentation, de l'emploi, de l'enseignement, du logement, de la santé publique, du développement urbain, de la fixation des populations nomades, etc., en indiquant chaque fois les valeurs numériques et les dépenses à prévoir ainsi que les effets du développement économique sur le progrès social et la croissance démographique, l'importance que revêtait le passage en un court laps de temps au stade de transition démographique et en entreprenant une analyse des coûts et avantages des programmes de population.

101. Les études de cas particuliers devraient se situer au niveau de l'individu : mère, enfants et membres de la famille. Elles avaient pour objet l'examen des effets que le nombre (petit ou grand) d'enfants avait sur le bien-être de familles particulières. Parmi les sujets étudiés figuraient les répercussions d'un grand nombre de naissances sur la santé de la mère et des enfants (graves troubles organiques et importante mortalité liée à la maternité d'une part et mortalité néo-natale et infantile relativement élevée d'autre part); la fréquence et les effets des avortements provoqués; les habitudes en matière d'allaitement et de sevrage; les régimes alimentaires et la malnutrition; l'environnement; les possibilités de s'instruire; le revenu par habitant; le logement et les disponibilités alimentaires de la famille; la structure des investissements. On abordait également la question des préférences en matière de dimension de la famille et les raisons d'être de ces préférences, le mode de formation des familles et les éléments culturels qui le déterminaient, ainsi que les obstacles qui entravaient la formation de familles peu nombreuses. Dans le domaine médico-social, des informations supplémentaires étaient nécessaires au sujet de la consommation alimentaire et des rations caloriques, des consultations médicales et des séjours à l'hôpital, du poids, de la taille et de la croissance des enfants en bas âge, de la mobilité sociale et variable des membres de la famille telle qu'elle se manifestait dans leur situation professionnelle et dans leur revenu.

ii) Débat

102. Les participants ont pris note en premier du débat intervenu sur ce point à la deuxième Réunion régionale inter-agences de coordination sur la population. A cette réunion on avait souligné la nécessité d'utiliser des séries de projections compatibles, à savoir les projections sectorielles et les projections d'ensemble de la population élaborées par les institutions des Nations Unies. On avait noté la similitude du projet avec ceux de l'OMS et du FISE et accueilli favorablement l'offre de la BIRD concernant l'assistance de sa Banque de données pour la communication d'informations sur l'aide extérieure, la dette extérieure, l'épargne, etc., de pays africains.

103. A cette réunion comme à la Conférence africaine sur la population on avait insisté sur la nécessité d'étudier les méthodes traditionnelles de contraception afin de rendre les familles plus réceptives aux méthodes de planning familial. Les participants par ailleurs ont pris note des travaux de recherche intensive entrepris par le FIASE et l'OMS en collaboration avec la FAO et la BIRD en vue de la fabrication à partir de denrées locales d'aliments de sevrage bon marché, riches en protéines et facilement assimilables et des succès déjà remportés dans ce domaine.

104. Au cours de la discussion sur les études de cas particuliers, l'attention a été attirée sur l'étude entreprise par l'Institut de recherche pour le développement social des Nations Unies à Genève concernant la mesure du niveau de vie à l'échelon de la famille ainsi que sur une récente étude réalisée au Sénégal d'où il ressortait que l'âge du sevrage avait plus d'effet sur la mortalité infantile que la parturition.

b) Services d'information

105. Le secrétariat a souligné la nécessité de mettre en application la décision de la dernière réunion recommandant que les différentes organisations utilisent les Informations sur la population en Afrique pour publier des renseignements sur leurs projets en cours. Les participants ont confirmé la décision par laquelle la CEA était invitée à publier périodiquement une liste complète des experts de toutes les organisations travaillant dans le domaine de la population et dans les domaines connexes dans tous les pays africains. Le formulaire établi à cette fin par le Centre des programmes de population de la CEA a été approuvé. Les participants ont également souligné la nécessité de dresser une liste des projets, y compris les réunions, envisagés par toutes les organisations. Ils ont en conséquence demandé à la CEA de se procurer ces informations auprès de toutes les organisations et d'en assurer la diffusion aussi bien parmi les institutions elles-mêmes qu'au niveau des pays africains.

c) Coopération et coordination techniques

i) A l'échelon national

106. Les participants ont souligné à nouveau l'importance de la coordination des activités techniques à l'échelon nation, ainsi que celle des mécanismes de coordination des gouvernements et des institutions. On a évoqué à cet égard le nouveau système de programmation par pays qui faisait désormais partie intégrante des opérations du PNUD à l'échelon national : on a toutefois noté que les projets financés par le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population, tels que le Programme africain de recensements, ne faisaient pas partie de ces programmes par pays.

107. Les représentants des Etats africains membres de la Commission de la population ont fait connaître aux participants les mécanismes de coordination existant dans leurs pays.

108. En Egypte, toutes les demandes visant à obtenir une aide technique des organismes des Nations Unies devaient être adressées au Département de l'assistance technique du Ministère des affaires étrangères. Une copie du projet, comprenant des renseignements complets, devait être acommuniquée au Ministère du Plan pour que celui-ci vérifie que ces projets s'inscrivaient bien dans le cadre du plan national de développement. Le Comité de l'assistance technique du Ministère des affaires étrangères comprenait les sous-secrétaires d'Etat des divers ministères intéressés. Le rapport d'évaluation établi au Ministère du Plan était présenté au Comité de l'assistance technique, qui agissait par l'intermédiaire de plusieurs sous-comités spécialisés. Le Comité attribuait un ordre de priorité aux divers projets, afin d'assurer le plus haut degré de coordination possible et éviter tout chevauchement.

109. Le Gouvernement égyptien, dont la politique déclarée en matière de population visait à un ralentissement de la croissance trop rapide de la population grâce à une réduction du taux élevé de natalité, avait mis en oeuvre il y avait six ans un programme national de planification familiale. Les services du programme étaient fournis dans le cadre des services de santé maternelle et infantile. Le programme bénéficiait d'une assistance technique des Nations Unies du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population, des institutions des Nations Unies et de certaines organisations non rattachées à l'ONU qui s'intéressent aux activités en matière de population.

110. L'Office central pour la mobilisation du public et les statistiques était chargé de coordonner toutes les activités démographiques qui comprenaient aussi les enquêtes CAP et les enquêtes sur la fécondité, ainsi que les activités de formation. Cet Office, qui constituait l'organisation centrale, était responsable du rassemblement et de la publication des données démographiques au moyen de recensements décennaux de la population et du système d'enregistrement des faits d'état civil.

111. Le Conseil exécutif pour la planification familiale était chargé de coordonner toutes les activités liées à la planification familiale, telles que les activités médicales et les activités de motivation.

112. Au Kenya, il existait un comité interministériel de coordination pour les travaux démographiques, auquel participaient actuellement trois ministères, à savoir le Ministère de la santé (chargé des programmes de planification familiale), l'Office de l'état civil (chargé des statistiques d'état civil) et le Ministère des finances (chargé des travaux démographiques). On estimait cependant que l'on pourrait coordonner les activités d'autres institutions du pays oeuvrant dans le domaine de la population.

113. Au Maroc, il existait un certain nombre de projets bénéficiant d'une aide extérieure. C'était la Division de la coopération économique et technique du Secrétariat d'Etat au Plan qui coordonnait tous les programmes financés de l'extérieur.

114. Les spécialistes des programmes de population des Nations Unies ont parlé des efforts qu'ils déployaient pour assurer la coordination dans les pays où ils travaillaient. Au Kenya, on avait créé un groupe de discussion officieux qui se réunissait périodiquement. Au Ghana, il existait un groupe officieux d'organismes des Nations Unies et d'organisations non rattachées à l'ONU qui

se réunissait tous les mois et qui invitait souvent des fonctionnaires nationaux et des experts à y prendre la parole. En Tunisie également, on avait organisé une série de réunions des organismes des Nations Unies et des organisations non rattachées à l'ONU, et les fonctionnaires du gouvernement désiraient maintenant organiser ces réunions sous leur propre autorité; au sein du gouvernement, la coordination était confiée conjointement au Ministère du Plan et au Ministère des affaires étrangères.

115. Au cours du débat, les participants ont estimé que c'était aux pays eux-mêmes qu'incombait au premier chef la responsabilité de la coordination à l'échelon national. A cet égard, on a demandé instamment à la CEA d'encourager et d'aider les pays africains à créer un mécanisme de coordination approprié, de façon à pouvoir utiliser au mieux les ressources disponibles et à pouvoir grouper toutes les connaissances spécialisées des fonctionnaires des divers départements gouvernementaux, universités et institutions. Le secrétariat de la CEA a assuré également les représentants des gouvernements africains qu'il aiderait ceux-ci sur leur demande à obtenir une aide du FNUAP au titre du Programme africain de recensements et pour d'autres activités en matière de population.

ii) Aux échelons régional et sous-régional

116. La coordination des programmes régionaux de population était assurée par les deux organes de coordination créés par la CEA, à savoir la Réunion régionale de coordination interinstitutions sur la population et la Réunion d'organisations non rattachées à l'ONU qui s'intéressent aux activités en matière de population menées en Afrique. Un certain nombre de mécanismes de coordination avaient déjà été établis par le secrétariat de la CEA avec les institutions compétentes des Nations Unies et un certain nombre de gouvernements non africains intéressés et d'organisations intergouvernementales et non gouvernementales.

117. Les participants ont été informés par le représentant de la France des réunions biennales sur les divers aspects de la démographie africaine organisées conjointement par l'INED, l'INSEE et l'ORSTOM, et auxquelles des experts africains et d'autres organisations, notamment la CEA, étaient invités. On envisageait d'organiser la prochaine réunion dans un pays africain, et on y inviterait également les démographes des pays africains anglophones pouvant travailler en français. Le secrétariat de la CEA a accepté d'aider à obtenir du FNUAP et d'autres sources l'aide financière requise pour la participation des démographes africains aux réunions; l'attention a été également attirée à cet égard sur les représentants des organisations non rattachées à l'ONU qui menaient des activités en matière de population en Afrique.

118. Une question connexe a été évoquée, à savoir l'enseignement du français à l'Institut régional pour l'étude de la population d'Accra et l'enseignement de l'anglais à l'Institut régional pour l'étude de la population de Yaoundé, conformément à la recommandation formulée à la cinquième session de la Conférence des statisticiens africains. Le secrétariat de la CEA a promis de suivre la question.

119. Les participants ont été également informés du Séminaire sur la collaboration interinstitutions en matière de planification familiale dans l'Afrique de l'Ouest francophone au sud du Sahara, tenu à Abidjan du 27 au 29 mars 1972, auquel un certain nombre d'organisations avaient été invitées par le Comité de la Société des amis de Dakar (Sénégal). Les travaux de ce séminaire avaient porté notamment sur l'insuffisance des échanges d'informations, la recherche en matière de planification familiale et son développement en Afrique, les politiques et les méthodes appliquées par les organisations, la nécessité de la planification familiale, et des questions plus générales relatives à la population. Le Groupe avait décidé de se réunir régulièrement tous les six mois, et la prochaine réunion devait se tenir du 30 octobre au 1er novembre 1972, le FNUAP fournissant les services d'accueil; la Société des amis envisageait également de publier et de distribuer un bulletin d'informations. Ce séminaire s'était réuni à titre non officiel et on avait estimé que cette formule devait être maintenue à l'avenir, car elle permettait des échanges et des débats beaucoup plus libres et franques. On avait également estimé que les réunions interinstitutions organisées par la CEA à Addis-Abéba pourraient constituer un lieu de rencontre analogue.

iii) Observations finales

120. Les participants ont estimé que la liste d'ensemble des projets qui devait être établie aiderait à déterminer les pays et les questions de population nécessitant l'aide de l'ONU et de ses institutions, ainsi que d'organisations qui ne lui sont pas rattachées, ce qui permettrait d'utiliser au mieux les ressources disponibles en prévenant une concentration sur un nombre restreint de pays et de questions.

121. A la demande du Centre de programmes de population de la CEA, un certain nombre de services gouvernementaux, d'universités et d'institutions avaient désigné des attachés. Le secrétariat a saisi cette occasion pour remercier les attachés de liaison des pays africains pour leur coopération et leur aide.

d) Formation

122. Après avoir fait un exposé circonstancié sur ses activités dans le domaine de la formation, le secrétariat a demandé aux organisations de lui apporter leur concours dans l'exécution de ces activités. Les participants ont aussi été informés de l'aide que l'ONU fournissait en vue de la création de services pour l'enseignement de la démographie dans les universités africaines. Des services de ce genre venaient d'être constitués, avec des résultats satisfaisants, au sein d'universités du Libéria et de la Sierra Leone, l'assistance de l'ONU ayant pris la forme de l'envoi d'experts et de la prise en charge d'une partie des dépenses locales. Les participants ont aussi été informés que l'ONU était en mesure de donner suite à toutes les demandes de bourses d'études émanant d'Afrique.

123. Le représentant de l'AID des Etats-Unis a mis les participants au courant des activités relatives à la formation que l'AID avait entreprises en Afrique. A cet égard il a mentionné une convention conclue entre son organisation et une université américaine, ayant pour objet d'aider les universités africaines à envisager dans une perspective multidisciplinaire l'enseignement de la

démographie et de contribuer à la création à cet effet des services nécessaires au sein des universités qui le souhaiteraient. Le premier accord de ce genre avait été conclu avec l'Université du Ghana et on espérait que ce programme serait exécuté en collaboration étroite avec l'Institut régional pour l'étude de la population dont le siège se trouvait à l'Université du Ghana. Des accords avec d'autres universités étaient en cours de négociation.

124. Il existait aussi un accord entre l'AID et le Conseil de la population, en vertu duquel le Conseil aidait les universités africaines pour l'enseignement de la démographie et un accord avec le Mehary Medical College et un consortium d'universités voisines pour la création d'un institut de recherche et de formation dans le domaine du planning familial à Nashville, Tennessee (Etats-Unis).

125. On a signalé à l'attention des participants un manuel de formation intitulé The Methods and Materials of Demography qui avait été rédigé par l'Office du recensement des Etats-Unis et qui constituerait un apport très utile pour les programmes de formation exécutés dans la région. Ce manuel comprenait des exemples pris dans les pays en voie de développement. On a également mentionné les Demographic Lectures, publication destinée à la formation aux niveaux moyen et intermédiaire, qui avait elle aussi été établie par l'Office. Les participants ont estimé qu'il serait utile de faire traduire ces manuels en français.

126. Le secrétariat de la CEA a fait savoir aux participants que le Centre des programmes de population préparait un manuel pour la formation aux niveaux moyen et intermédiaire en Afrique, dont l'avant-projet devait être achevé à la fin de 1972.

127. Les participants ont aussi appris que l'Office du recensement pouvait fournir des cours par correspondance destinés aux fonctionnaires, qui de par la nature de leurs attributions, ne pouvaient pas abandonner leur travail pendant une période prolongée pour participer à un stage de formation. La CEA s'est engagée à donner dans les Informations sur la population en Afrique une publicité à ces cours par correspondance, dès que des renseignements concrets lui auraient été fournis à leur sujet.

e) Réunions

128. Les participants ont pris note de la liste des réunions prévues de la CEA, y compris les réunions organisées avec le concours d'autres organisations. Ils ont estimé que la liste d'ensemble des réunions organisées par les différentes organisations, que l'on envisageait d'établir, serait d'une très grande utilité.

129. Les participants ont été informés qu'à sa récente assemblée générale annuelle, l'Association africaine des écoles de médecine avait organisé, avec le concours de l'American Association of Medical Colleges, une séance consacrée à l'enseignement des principes de l'hygiène de la famille dans les écoles de médecine africaines, et qu'elle envisageait de tenir entre décembre 1972 et février 1973 quatre réunions sous-régionales portant sur la même question, auxquelles elle se proposait d'inviter l'OMS, l'ONU, la CEA et d'autres organismes

intéressés. On a aussi fait savoir aux participants que l'Organisation internationale des étudiants en médecine sur la population avait tenu en 1972 à New Delhi une conférence internationale des étudiants en médecine et qu'elle envisageait d'organiser une conférence régionale en Afrique. Les participants ont estimé qu'il importait de coordonner les activités des deux organismes dans ce domaine.

f) Programme africain de recensements

130. Les participants ont noté que le Groupe consultatif pour le Programme africain de recensements avait, à sa première session tenue en janvier 1971, étudié les divers moyens de fournir une assistance importante aux pays africains qui n'avaient pu prendre part à la série des recensements de population de 1970 ou qui souhaitaient obtenir des renseignements plus précis et plus détaillés sur la dynamique de la population. Un projet régional avait été élaboré et présenté à la deuxième réunion du Comité technique d'experts de la CEA à Tunis, en février 1971, et avait reçu l'approbation de la première Conférence des ministres de la CEA. Le Secrétaire exécutif avait par la suite invité les Etats membres à lui faire connaître leurs besoins d'assistance dans ce domaine, soulignant en même temps que l'Organisation des Nations Unies ne pourrait financer seule la totalité des programmes envisagés. La réponse à cette invitation avait été tout à fait satisfaisante, puisque 21 des 26 Etats membres qui n'avaient pas participé à la série des recensements de 1970 avaient annoncé leur intention de le faire d'ici 1974. Le Groupe consultatif pour le Programme africain de recensements, examinant ce Programme à sa deuxième session tenue en février 1972, avait passé en revue les différents problèmes à résoudre pour son exécution, touchant notamment le recrutement d'experts, la formation, les disponibilités en homologues nationaux, etc..

131. Au cours des débats de la deuxième Réunion régionale de coordination interinstitutions sur la population toutes les organisations représentées avaient fait connaître l'intérêt qu'elles portaient au Programme africain de recensements, tout en insistant sur le fait qu'il y avait lieu, dans son exécution, d'accorder beaucoup d'attention au rassemblement des données qui n'étaient pas habituellement fournies par les recensements de la population ou qui, lorsqu'elles l'étaient, perdaient presque toute valeur au bout d'un certain temps. A ce propos, il a été signalé aux participants que la portée du Programme africain de recensements dépassait celle des recensements habituels dans la mesure où des enquêtes spéciales pourraient y être incluses pour compléter les données de recensement, de sorte que ce programme pourrait fournir sur la dynamique de la population des renseignements portant sur une période de quatre années au moins.

132. Les participants ont noté l'intention exprimée par la BIRD de coordonner avec le Programme africain de recensements ses études sur la migration dans quelques pays de l'Afrique de l'ouest.

133. Les participants ont aussi formulé le vœu que les besoins concernant d'autres recensements, agricoles par exemple, soient pris en considération dans la planification des recensements de population. Ils ont souligné

en outre que le Programme africain de recensements devait notamment constituer un moyen d'assurer l'accession des enquêtes et recensements au rang d'activités permanentes des pays africains, en vue de l'exécution périodique de recensements de population et du déroulement continu d'enquêtes sur la dynamique de la population ainsi que sur les relations entre les facteurs démographiques et les facteurs économiques et sociaux. Pour atteindre ce but, les participants ont recommandé que le Groupe consultatif pour le Programme africain de recensements soit érigé en Comité permanent.

134. Les participants ont noté avec satisfaction que le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population avait proposé d'affecter des crédits globaux au recrutement immédiat de dix experts afin de prévenir les retards dus aux délais de recrutement. Ces dix experts seraient en poste au siège de la CEA en attendant leur affectation dans les pays.

135. Les participants ont été heureux d'apprendre qu'un certain nombre de pays intéressés au Programme africain de recensements seraient en mesure de contribuer à la solution du problème que posaient le recrutement d'experts appelés à travailler dans les pays et d'autres questions d'assistance technique notamment la formation et les solutions à court terme au problème de recrutement. Concernant la formation les participants ont noté avec satisfaction la recommandation de la Conférence des démographes africains par laquelle l'Organisation des Nations Unies et la CEA avaient été priées de fournir des moyens (bourses ou voyages d'études) qui permettraient aux experts d'un pays d'observer les enquêtes effectuées dans d'autres pays. Les experts africains ont d'autre part été priés de prendre des mesures en vue de la coopération et de l'échange d'experts et d'observateurs entre eux. Les participants ont également prié l'Organisation des Nations Unies et la CEA d'organiser des cours de formation sur les différents aspects des techniques de recensements et d'enquêtes, en coopération avec les gouvernements intéressés, aussi bien au niveau régional que national; ils ont d'autre part estimé que l'expérience acquise par la FAO dans la formation du personnel pour les recensements agricoles, en collaboration avec les gouvernements des Etats-Unis et de la France, serait extrêmement utile à cet égard.

g) Enquête mondiale sur la fécondité

136. Les participants ont noté qu'au nombre des comités dont la création était proposée par les instituts internationaux de statistique à l'occasion de l'Enquête mondiale sur la fécondité figurait un comité de coordination régionale qui comprendrait principalement des représentants des commissions économiques régionales.

137. Les participants ont également noté l'appui que la Division de la population du Secrétariat de l'ONU apportait à l'enquête, le soutien réciproque des organismes des Nations Unies travaillant dans le domaine de la population, et le fait que l'utilité de l'enquête se trouvait renforcée par la coordination maintenue avec le Secrétariat et les commissions économiques régionales des Nations Unies, notamment en ce qui concernait les travaux à entreprendre aux échelons régional et national.

138. Les participants ont de nouveau souligné l'importance que présentait la coordination de l'enquête sur la fécondité et du Programme africain de recensements dans les pays où les deux opérations étaient en cours d'exécution, afin d'éviter le chevauchement des efforts et d'assurer l'utilisation rationnelle des ressources.

h) Autres activités

139. Les participants ont pris note des projets relatifs à l'Institut mondial de la population, au Congrès mondial de la population et à l'Année mondiale de la population (1974), qui ont été établis par la Commission de la population de l'ONU, le Comité préparatoire du Congrès mondial de la population et le Sous-Comité de la population du CAC, et exposés à la deuxième réunion régionale de coordination interinstitutions sur la population.

140. Les participants ont noté à ce sujet que la préparation des exposés nationaux à présenter au Congrès mondial de la population ainsi que la création de comités nationaux en vue de la célébration de l'Année mondiale de la population dans les divers pays nécessiteraient une assistance des Nations Unies, et le secrétariat de la CEA a accepté d'aider les pays dans ces domaines.

VI. QUESTIONS DIVERSES

Prochaine réunion

141. Notant que les réunions régionales annuelles de coordination sur la population avaient été approuvées à la dixième session de la CEA (première Conférence des ministres), les participants se sont accordés à reconnaître l'importance de ces réunions de coordination rassemblant des représentants de la CEA, du Secrétariat et des organismes de l'ONU, des organisations intergouvernementales, des gouvernements non africains, des organisations non gouvernementales et des Etats africains membres de la Commission de la population de l'ONU.

142. Les participants sont convenus de se réunir à nouveau en avril 1973, pendant trois jours, au siège de la CEA à Addis-Abéba, à la suite de la troisième réunion régionale de coordination interinstitutions sur la population.

143. Les participants ont recommandé d'autre part que le secrétariat de la CEA étudie la possibilité de financer selon les besoins la participation des organisations intergouvernementales africaines à la prochaine réunion.

VII. RECOMMANDATIONS

144. Les recommandations de la réunion sont résumées ci-dessous.

Organisation de la deuxième Conférence africaine sur la population

1) La deuxième Conférence africaine sur la population devrait être organisée comme une conférence intergouvernementale et patronnée uniquement par l'Organisation des Nations Unies et la CEA, avec l'entière collaboration des institutions des Nations Unies dont les représentants constitueraient, avec ceux de certains pays africains, le Comité préparatoire, auquel les organismes n'appartenant pas à l'ONU pourraient être invités à titre d'observateurs. Les participants ont d'autre part estimé qu'il serait bon d'organiser, outre les séances plénières, des réunions de groupes de travail spéciaux sur des sujets particuliers durant la Conférence.

Elaboration de projets intéressant plusieurs organismes et de projets à entreprendre en commun

2) Les représentants des institutions ont été invités à s'informer de l'intérêt que leurs organisations portaient à des projets particuliers de la CEA dans le domaine de la population, afin que des projets intéressant plusieurs organismes et des projets communs puissent être identifiés.

Etablissement d'une liste complète de projets et d'experts

3) Les participants ont confirmé la décision selon laquelle la CEA devait publier de temps à autre une liste complète des projets de toutes les organisations ayant des activités dans le domaine de la population et dans des domaines connexes en Afrique. La CEA a été invitée à se procurer les données nécessaires auprès des organisations et de les leur communiquer ainsi qu'aux pays africains. Les réunions organisées par les différentes institutions et le personnel affecté à la région devront figurer sur la liste des projets.

Coordination à l'échelon national

4) La CEA a été instamment priée d'encourager et d'aider les pays africains à établir des organismes de coordination appropriés de façon à utiliser au mieux les ressources intérieures et extérieures disponibles et à mettre en commun les services des experts des services gouvernementaux, des universités et des institutions nationales.

Formation à la démographie

5) Le secrétariat de la CEA a été invité à suivre la question de l'enseignement du français à l'Institut régional pour l'étude de la population d'Accra et de l'anglais à l'Institut régional pour l'étude de la population de Yaoundé, conformément à la recommandation formulée par la Conférence des statisticiens africains à sa cinquième session. La CEA a promis de publier dans les Informations sur la population en Afrique des renseignements sur les stages de formation organisés notamment par l'Office de recensement des Etats-Unis.

Programme africain de recensements

6) Le Groupe consultatif sur le Programme africain de recensements devrait être érigé en comité permanent de façon que le Programme constitue notamment un moyen d'assurer l'accession des enquêtes et recensements au rang d'activités permanentes des pays africains, en vue de l'exécution périodique de recensements de population et du déroulement continu d'enquêtes sur la dynamique de la population ainsi que sur les relations entre les facteurs démographiques et les facteurs économiques et sociaux.

7) Les participants ont approuvé la recommandation de la première session de la Conférence des démographes africains dans laquelle l'Organisation des Nations Unies et la CEA étaient invitées à fournir des moyens (bourses ou voyages d'études) qui permettraient aux experts d'un pays d'observer les enquêtes effectuées dans d'autres pays. Les experts africains ont également été invités à prendre des mesures en vue de la coopération et de l'échange d'experts et d'observateurs.

8) Les participants ont demandé à l'Organisation des Nations Unies et à la CEA d'organiser, en coopération avec les gouvernements intéressés, des stages de formation spéciaux à l'échelon régional et sur le plan national, sur divers aspects techniques de recensement et d'enquête et sont convenus qu'à cet égard l'expérience acquise par la FAO en collaboration avec les gouvernements des Etats-Unis et de la France dans la formation de personnel pour les recensements agricoles, serait extrêmement utile.

9) Les participants ont réaffirmé la nécessité de coordonner l'Enquête mondiale sur la fécondité avec le Programme africain de recensements dans les pays où ils sont en cours afin d'éviter les doubles emplois et de faciliter l'usage rationnel des sources.

Troisième Congrès mondial de la population et Année mondiale de la population (1974)

10) Les participants ont noté que la préparation des exposés nationaux à présenter au Congrès mondial de la population ainsi que la création de comités nationaux en vue de la célébration de l'Année mondiale de la population dans les divers pays nécessiteraient une assistance des Nations Unies, et le secrétariat de la CEA a accepté d'aider les pays dans ces domaines.

Réunions de coordination régionales sur la population

11) Notant que les réunions régionales annuelles de coordination sur la population avaient été approuvées à la dixième session de la CEA (première Conférence des ministres), les participants se sont accordés à reconnaître l'importance de ces réunions de coordination rassemblant des représentants de la CEA, de l'Organisation des Nations Unies et de ses institutions, d'organisations intergouvernementales, de gouvernements non africains, d'organisations non gouvernementales et d'Etats africains membres de la Commission de la population des Nations Unies. Ils ont recommandé que le secrétariat de la CEA étudie la possibilité de financer selon les besoins la participation des

organisations intergouvernementales africaines à la prochaine réunion régionale des organisations non rattachées à l'ONU qui s'intéressent aux activités en matière de population menées en Afrique.

12) Les directeurs des centres régionaux de formation démographique patronnés par l'Organisation des Nations Unies devraient être invités à assister aux réunions régionales de coordination.

VIII. SEANCE DE CLOTURE

145. La réunion s'est achevée sur une déclaration de clôture du Président qui a remercié les représentants des Etats membres et membres associés de la Commission, d'autres Etats membres des Nations Unies, des institutions des Nations Unies, et des organisations intergouvernementales et non gouvernementales pour leur participation et leur coopération. Il a également assuré les participants, de la part du Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, M. Robert K.A. Gardiner, du concours de la CEA dans le cadre des activités de coordination.

- - - - -